

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 JUIN 1905.

. ——— .

Projet de loi approuvant les traités d'arbitrage obligatoire conclus par la Belgique avec la Russie, la Suède et le Norvège, la Suisse, l'Espagne, le Danemark et la Grèce, ainsi que la déclaration annexée au traité belgo-russe et le protocole de signature annexé au traité belgo-suédois (1).

— o o o —

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DE BÉTHUNE.

—————

MESSIEURS,

Une légitime et universelle popularité s'attache à la recherche des moyens qui assureraient la réalisation de cet idéal suprême du droit international : le règlement pacifique des conflits internationaux. La consécration diplomatique de cette tendance de l'opinion publique, est la convention issue des délibérations de la conférence de La Haye en 1899. Les plénipotentiaires des 26 États représentés à cette occasion, ont réalisé un effort assurément considérable, en codifiant les dispositions agréées par leurs mandants, pour amener la solution amiable des différends entre nations.

La première partie de cet instrument diplomatique est consacrée à la médiation et aux bons offices. La conférence s'est bornée à entériner les principes connus du droit international relativement à la procédure de la médiation. Elle a reconnu à cette forme d'intervention un caractère essentiellement facultatif. La médiation est aux conflits internationaux, ce qu'est dans l'ordre des contestations privées, le préliminaire de conciliation ou l'amiable composition.

La seconde partie de la convention de La Haye innove, en introduisant dans le droit des gens, la création des commissions internationales d'enquête destinées à éclaircir, par un examen impartial et consciencieux, les ques-

(1) Projet de loi, n^o 169.

(2) La Commission, présidée par M. Schollaert, était composée de MM. de Meester, Pirmez, Delporte, de Theux de Meylandt, Braun et de Béthune.

tions de fait qui se trouvent à la base des litiges entre nations. Cette procédure, limitée à la constatation des faits, est analogue à ce qu'est le référé dans le droit privé. Accueillie avec une défiance marquée par plusieurs signataires de la convention de La Haye, l'institution des commissions d'enquête n'est pas applicable aux contestations engageant l'honneur ou les intérêts essentiels des pays signataires ; elles laisse aux intéressés une entière liberté pour la solution définitive du conflit. Malgré, et peut-être grâce à ces restrictions, une expérience décisive a démontré l'efficacité pratique de ce rouage.

La matière de l'arbitrage forme le chapitre le plus important et en quelque sorte le couronnement de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

La conférence a traité ce problème sous trois aspects différents : champ d'action de l'arbitrage, organisation de la cour permanente, réglementation de la procédure arbitrale.

La question du recours obligatoire à l'arbitrage s'est imposée dès le principe à l'attention des plénipotentiaires, et la conférence s'est trouvée obligée de renfermer dans des limites relativement étroites l'application de la clause compromissoire. Une première restriction absolue et sur laquelle l'accord a été unanime, vise les conflits d'intérêts, les dissidences d'ordre politique. Cette exclusion a été motivée parce que dans de semblables contestations « les prétentions des parties ne peuvent être formulées juridiquement ». Des exemples récents illustrent d'un réalisme sinistre la signification et la portée de ce membre de phrase.

L'application de l'arbitrage a donc été restreinte aux questions d'ordre juridique ; mais même dans cette sphère, le principe de la liberté du recours caractérise l'œuvre de la conférence. « Sous l'empire de la convention, » déclare le rapporteur, chaque État décide souverainement si tel ou tel cas » pourrait être soumis à l'arbitrage, sous la réserve des obligations qu'il » peut avoir contractées par d'autres traités. »

En d'autres termes la Conférence de La Haye n'établit aucune sorte d'arbitrage obligatoire. Elle se borne à proclamer l'efficacité et l'équité suprême du recours volontaire à l'arbitrage dans les questions d'ordre juridique, et en premier lieu, dans les questions d'interprétation ou d'application des traités, et à rappeler le caractère obligatoire des clauses d'arbitrage énoncées dans les traités généraux ou spéciaux, et, l'utilité de conclure des accords nouveaux, consacrant le recours obligatoire à la procédure arbitrale.

Circonsrite dans ces bornes étroites, la justice arbitrale instituée par la Conférence de la Haye, fut une déception pour une partie de l'opinion publique, aussi, est-ce « surtout à raison de l'extension espérée de ses attributions, disait M. Woeste dans son rapport à la Chambre le 28 avril 1900, » que son établissement doit être envisagé avec satisfaction. »

Il convient d'ajouter que si le champ de l'arbitrage se trouve ainsi limité par la convention de la Haye, l'institution de la cour d'arbitrage et la codification de la procédure arbitrale constituent d'autre part, des œuvres d'une grande portée juridique et politique. Leur effet doit être, dans l'avenir,

d'entourer de facilités considérables et d'une confiance grandissante, la pratique de l'arbitrage, même dans le cercle étroit où l'ont restreinte les exigences de la politique.

On ne peut cependant affirmer que la création de la cour de la Haye a eu jusqu'à présent une influence décisive sur la diffusion du recours à ce mode de règlement amiable. Avant l'institution de ce tribunal international, certaines statistiques, d'ailleurs incomplètes, recensaient 112 cas d'arbitrage international entre les années 1815 et 1895. D'autre part, depuis 1899, trois litiges seulement ont été jugés par la cour permanente. Mais il n'est point téméraire d'envisager dans l'avenir une extension considérable de cette solution pacifique.

Cet espoir est d'autant plus fondé, que, sous la pression incontestable de l'opinion, de nombreux traités ont réalisé le vœu formé par la Conférence de la Haye en faveur de l'extension volontaire des clauses compromissoires à caractère obligatoire.

L'exposé des motifs rappelle opportunément l'impression produite par le traité anglo-français du 14 octobre 1903. Toutefois, cet instrument diplomatique vaut plutôt comme manifestation de sympathie entre les deux grandes puissances signataires, que comme évolution extensive des principes qui sont à la base de l'acte de La Haye. Sans doute consacre-t-il l'arbitrage obligatoire pour les différends d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités, mais à la condition, qu'« ils ne mettent en cause ni les *intérêts vitaux*, ni l'*indépendance* ou l'*honneur*, des deux États contractants et qu'ils ne touchent pas aux intérêts des tierces puissances ».

Le renforcement des réserves est donc corrélatif à la généralisation du caractère obligatoire de l'arbitrage; ce que l'on gagne en étendue on le perd en profondeur, et l'ensemble laisse incontestablement une certaine impression de vague et d'indéfini, due peut-être à ce que les négociateurs anglo-français ont désiré serrer de trop près le texte de l'article 17 de l'acte de la Haye.

L'exposé des motifs du présent projet de loi, indique que le gouvernement belge, a jugé préférable d'adopter le principe de la spécialisation précise des cas d'arbitrage obligatoire. « Ayant à prendre position sur un terrain où l'on en est encore aux premières expériences, dit M. le baron de Favereau, le Gouvernement n'a pas cru devoir s'arrêter à la formule même de « l'art. 16 de l'acte de la Haye » et par conséquent étendre l'obligation de l'arbitrage à tous les différends qui sont « d'ordre juridique », sauf à en exclure seulement les conflits portant sur des intérêts politiques. Sans doute, comme l'a fait observer le rapport présenté à la Conférence, les différends dans lesquels les prétentions contradictoires des parties ne peuvent être formulés juridiquement, échappent, par leur nature, à la compétence d'une institution appelée à dire le droit. Mais il faut ajouter que, dans les relations internationales, surtout dans celles des nations de second ordre, on rencontre rarement des conflits d'une nature exclusivement politique.

» Suffira-t-il qu'une question juridique vienne à être accessoirement soulevée pour qu'un conflit doive être soumis à l'arbitrage, quelle que soit la gravité des intérêts en jeu, ou bien, en sens contraire, doit-il suffire qu'un

intérêt politique se manifeste dans une question où l'aspect juridique domine, pour que la contestation soit nécessairement soustraite à l'arbitrage? il y a là tout au moins matière à discussion : une distinction entre les conflits qui tombent sous l'empire de l'arbitrage et ceux qui en sont exclus, si on la formulait en des termes semblables, manquerait, nous semble-t-il, de la précision nécessaire. »

« Pénétré d'un sincère désir d'arriver à une pratique sérieuse et efficace de l'arbitrage, le Gouvernement a jugé préférable de recourir à d'autres règles. Il n'admet l'arbitrage obligatoire que pour des catégories nettement déterminées de conflits internationaux. »

« En procédant de cette manière, il s'est inspiré des délibérations de la Conférence, qui, ici encore, a tracé la voie à suivre, en indiquant comment les principes qu'elle proclame devaient être réalisés. »

« Ayant à définir l'objet de la justice arbitrale, en des termes généraux, la Conférence devait marquer d'abord que les questions d'ordre juridique constituent le domaine propre de l'arbitrage. Mais, en le constatant, elle mentionne aussitôt, et en premier lieu, les questions d'interprétation et d'application des conventions internationales parmi celles d'ordre juridique qui se prêtent à ce mode de solution des litiges entre les États. »

« C'est dans le même esprit que la Conférence avait accueilli les propositions d'arbitrage obligatoire que les délégués russes avaient introduites, et élaboré elle-même en commission un projet complet. Il a été dit plus haut que des raisons d'opportunité ont seules empêché son adoption par l'assemblée plénière. »

« Ce projet, en réservant les conflits qui touchent à l'honneur national et aux intérêts vitaux des États en cause, établissait l'arbitrage obligatoire : »

« 1° En cas de contestations concernant l'interprétation et l'application de douze catégories de conventions, limitativement déterminées ; »

« 2° En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les parties. »

« Le Gouvernement a cru ne pouvoir agir mieux que de reprendre cette œuvre qui se présentait en quelque sorte sous le patronage et la haute autorité de la Conférence de la Paix. »

« Mais, tout en restant fidèle au principe de la spécialisation des conflits, il a cru pouvoir, sans inconvénients, élargir les bases du projet de La Haye. Déjà, à la Conférence, les délégués belges avaient reçu pour instructions de se rallier aux propositions tendant à soumettre à l'arbitrage les différends concernant des parties fort importantes de conventions, entre autres celles qui règlent les matières commerciales. Le Gouvernement est donc resté dans les traditions de sa politique, en étendant l'emploi de la juridiction arbitrale aux différends naissant de l'interprétation et de l'application de tous les traités conclus ou à conclure entre les parties contractantes, sauf à revenir à une énumération des diverses catégories de conventions, s'il ne pouvait obtenir de l'autre partie l'acceptation de la formule conçue d'une manière générale. C'est là une base essentiellement juridique, conforme aux vues de la Confé-

rence de La Haye. L'ensemble des conventions conclues par les Etats comprend, en effet, dans un cadre nettement tracé, la législation positive écrite, qui régit, en très grande partie, les relations internationales. Si une contestation vient à surgir à propos de ces textes qui consacrent des engagements formels, mûrement pris par l'Etat, si cette contestation n'a pu être aplaniée par le moyen de négociations directes et par des voies amiables, il est naturel et opportun de mettre fin au différend en le soumettant à une juridiction chargée de le résoudre d'après les principes du droit strict.

» Suivant encore l'exemple de la Conférence de la Paix, le Gouvernement admet également l'arbitrage obligatoire pour les réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité a été l'objet d'une entente des parties contractantes.

» Les réclamations, qui se présentent sous la forme d'une demande de réparation en argent, peuvent naître des causes les plus diverses. Il est possible que le dommage que l'une des parties prétend avoir subi, soit la conséquence de l'exercice d'un droit, parfois même d'un droit dont la reconnaissance ne puisse prêter à transaction. Admettre sans aucune restriction pour tous les différends de cette espèce, quelle que soit leur origine, le recours obligatoire à l'arbitrage, c'eût été donner à ce recours une portée sans limite précise, contraire à la règle indiquée plus haut et à laquelle on a cru devoir se tenir. Il était donc nécessaire de réserver la liberté entière du Gouvernement quant à l'entente qui doit s'établir par voie de négociations amiables et directes sur la question de principe, c'est-à-dire sur la question de savoir s'il y a, ou non, lésion d'un intérêt, abus ou méconnaissance d'un droit, qui doit donner ouverture à une réparation pécuniaire. Mais l'accord étant établi sur ce point, rien ne s'oppose à ce qu'on remette à des arbitres la mission de décider quel sera le montant de cette réparation.

» Ainsi déterminé, le champ de l'arbitrage reste encore très étendu, comme l'attestent les nombreuses contestations de cette espèce qui ont été résolues par jugement arbitral au cours du dernier siècle.

» On peut ajouter, et il va de soi, que si, dans un conflit de cette catégorie, le Gouvernement estimait qu'il y aurait avantage, sans compromettre aucun intérêt essentiel, à soumettre à des arbitres la question du bien fondé de la réparation, les conventions présentées aujourd'hui aux Chambres ne l'empêcheraient point de procéder de cette manière, d'accord avec la partie adverse, et sous la réserve de l'approbation du parlement si elle était requise dans l'espèce. La décision dépendrait des circonstances. Mais celle-ci ne peuvent être prévues à l'avance, et il importe, comme il vient d'être dit, que le Gouvernement conserve à cet égard une entière liberté d'action. »

Les lignes qui précèdent définissent avec précision le principe directeur des négociations poursuivies par le Gouvernement belge en vue de la conclusion de traités d'arbitrage.

D'autre part, l'obligation de recourir à l'arbitrage ne peut être contractée d'une manière absolue. Les conventions dont l'approbation nous est soumise prévoient les deux exceptions suivantes :

1° Les conflits où les intérêts vitaux du pays seraient en cause;

2° Les conflits relatifs à l'interprétation de conventions auxquelles des tierces puissances ont participé ou adhéré.

Ces réserves se retrouvent dans toutes les conventions d'arbitrage, à quelques très rares exceptions près.

Quant à la procédure et à la désignation des arbitres, les instructions du Gouvernement belge comportaient l'adhésion aux dispositions de l'acte de La Haye, sous la réserve des clauses compromissaires spéciales à convenir dans chaque cas particulier. Toutefois, l'expérience ayant signalé l'utilité d'ajouter au code conventionnel de 1899, des dispositions spéciales relatives au terme fixé pour l'échange des Mémoires, à la provision pour frais de procédure, et au délai d'exécution de la sentence, le département des affaires étrangères a proposé à nos contractants ces innovations pratiques.

Nous insistons sur l'importance de la stipulation relative au délai d'exécution. Elle a trait à la sanction des décisions arbitrales. C'est là évidemment un des points faibles des traités d'arbitrage. Ici, plus encore qu'en matière d'intérêts privés, la mentalité et la moralité du cocontractant jouent un rôle essentiel. Quelque faible, que soit la garantie supplémentaire, que fournit la stipulation d'un délai d'exécution de la sentence rendue, il faut féliciter le Gouvernement d'y avoir songé, et de l'avoir traduite en une formule acceptée par les Etats avec lesquels il a traité.

Enfin au terme limité de cinq ans sans tacite reconduction, qui est celui du traité anglo-français, la Belgique s'est efforcée dans ses arrangements de substituer le terme de dix ans, avec continuation jusqu'à dénonciation sous préavis d'un an.

Les négociations ont abouti la conclusion des six traités annexés au projet de loi et conclus respectivement avec la Russie, la Suisse, le Royaume de Suède et Norvège, l'Espagne, la Grèce et le Danemark.

Depuis le dépôt du projet de loi, un septième traité avec la Roumanie a été soumis à l'approbation du Parlement. Il forme l'objet d'un projet séparé.

L'Exposé des motifs nous informe que d'autres négociations sont en cours.

Il reste à votre rapporteur à analyser les clauses spéciales à chacun des traités dont l'approbation forme l'objet du présent projet de loi.

Russie.

Le traité avec la Russie est le premier en date, conclu par le Gouvernement impérial et par celui de notre pays.

Cette convention ne s'écarte des propositions belges que sur un point. Le cabinet de Saint-Petersbourg ayant manifesté la volonté de restreindre les cas d'arbitrage obligatoire, l'article 3 du traité énumère limitativement ceux pour lesquels l'accord s'est établi.

Ce sont : 1° Les cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toute convention conclue ou à conclure entre les Hautes Parties contractantes et relative :

a) Aux matières de droit privé international;

b) Au régime des sociétés;

c) Aux matières de procédure, soit civile, soit pénale. et à l'extradition;

2° Les cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties.

A ce traité se trouve annexée une déclaration disant, que la convention d'arbitrage ne modifie en rien les droits et obligations résultant du traité du 19 avril 1839, qui garantit l'indépendance et la neutralité de la Belgique.

On peut penser que cette déclaration n'était pas indispensable; en effet, s'il est une matière politique, affectant l'honneur et l'indépendance du pays soustraite par sa nature même aux incertitudes des interprétations étrangères, c'est bien la constitution internationale que les traités ont donnés à la Belgique. Toutefois, la question avait été soulevée en principe lors de la signature de la convention de La Haye du 29 juillet 1899, par M. le comte de Grelle-Rogier dans les termes suivants :

« Au moment de la clôture des travaux de la Conférence, je demande à
» pouvoir préciser les conditions dans lesquelles le Gouvernement belge
» entend donner son adhésion pleine et entière aux diverses stipulations du
» projet de convention pour le règlement pacifique des conflits interna-
» tionaux.

» La Belgique est heureuse de s'associer à toutes les mesures qui sont de
» nature à favoriser le développement de l'idée de la paix, l'acheminement
» des peuples vers le but si noble, si élevé, dont la voie nous a été tracée
» par une auguste initiative. Comme toutes les puissances ici repré-
» sentées, elle est à la veille de contracter des obligations définies, notam-
» ment par les articles 2 et 3 du projet de convention relative à la médiation
» et à l'arbitrage.

» Il me paraît nécessaire de formuler à cette occasion, certaines réserves
» d'un caractère d'ailleurs général, basées sur la position spéciale que mon
» pays occupe dans le droit public européen à raison de son état de neutra-
» lité perpétuelle.

» Il me suffira de rappeler que le traité du 19 avril 1839 a créé entre la
» Belgique et les Puissances garantes de sa neutralité des droits et des
» devoirs.

» Ces droits et les obligations qui en découlent doivent rester intacts et
» les engagements que la Belgique est prête à signer aujourd'hui en vue du
» règlements des conflits internationaux ne pourront jamais y porter atteinte.

« Je prie la Conférence de vouloir bien prendre acte de cette déclaration
» dont la pensée, je n'en doute pas, sera aisément comprise et acceptée. ».

Le représentant du Grand-Duché de Luxembourg, M. Eyschen, fit de son côté remarquer qu'« à plusieurs reprises, il a été dit que les conventions à faire à La Haye ne sauraient modifier les traités constitutifs antérieurs des Etats. Le traité de Londres du 11 mai 1867 impose au Luxembourg le mandat d'une neutralité permanente laquelle jouit de la garantie collective des puissances.

Les nouvelles stipulations ne font qu'augmenter et ne peuvent diminuer les avantages découlant des anciens traités. »

« Pour autant que de besoin, ajoutait M. Eyschen, le Luxembourg fait les mêmes réserves que la Belgique ».

D'autre part, l'Exposé des motifs du projet de loi, approuvant l'actif final de la Conférence de la Paix, s'exprime dans les termes suivants :

« L'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie, par le traité conclu le 19 avril 1839 entre elles et la Belgique, ont placé sous leur garantie le traité signé le même jour par la Belgique et les Pays-Bas, et sont ainsi devenues parties contractantes à cette dernière convention, qui fixe les limites territoriales du pays et dispose à son article 7 que la Belgique formera un État indépendant et perpétuellement neutre. Par l'effet de ce traité, les cinq puissances seront saisies de tous les différends qui pourraient surgir au sujet de l'une de ces stipulations. Les conflits de cette nature ne pourraient donc être soumis à l'arbitrage sans l'intervention des mêmes Puissances, et c'est dans ce sens que le Ministre des Affaires Étrangères déclarait à la Chambre, en 1873, que la Belgique a des arbitres naturels qui sont les Puissances garantes de son indépendance.

» A la Conférence de La Haye, les plénipotentiaires belges, suivant les instructions qu'ils avaient reçues, ont réservé les relations particulières qui naissent de cette situation entre la Belgique et ses garants.

» Mais il va de soi que, dans l'exercice normal de la souveraineté qui lui est reconnue, la Belgique conserve le droit de résoudre, par les voies qu'elle juge opportun d'apporter, les différends qui ne se rattachent pas aux stipulations du traité de 1839. Elle possède une liberté entière qu'affirme la motion de 1873 et qui ne lui a jamais été contestée, de déférer tous ces litiges à l'arbitrage et dans l'exercice de ce droit, elle ne doit consulter que les intérêts du pays. »

M. le B^{on} de Favereau, dans l'exposé des motifs du premier projet de loi, ajoute à ce propos :

« Ces réserves, émises en principe lorsqu'il s'agissait d'une convention qui déterminait les conditions générales de l'arbitrage et prévoyait seulement leur application dans les ententes futures, devaient être reproduites chaque fois que la Belgique s'engagerait en matière d'arbitrage vis-à-vis de l'une des puissances contractantes au traité du 19 avril 1839.

« Le Gouvernement a pensé que la signature d'une déclaration jointe au traité d'arbitrage conclu avec la Russie et où ces réserves se trouveraient coosignées, répondraient au but que l'on a eu en vue en les formulant; de son côté, le Gouvernement impérial a déféré, sans élever aucune objection, à notre demande. »

L'insertion de ces réserves au protocole de la Conférence de La Haye et leur répétition dans les traités à conclure avec les puissances garantes du traité de 1839, auraient leur utilité quand bien même elles ne serviraient qu'à manifester la fidélité de la Belgique à la charte internationale de son existence indépendante.

SUISSE.

L'attachement de la Confédération à la cause de l'arbitrage s'est manifesté par l'accueil empressé avec lequel le Gouvernement fédéral a accueilli nos propositions. L'extension de l'arbitrage est déterminée dans ce traité-type par les trois articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à la Cour permanente d'arbitrage, établie à La Haye par la Convention du 29 juillet 1899, les différends qui viendraient à s'élever entre Elles dans les cas énumérés à l'article 3, pour autant qu'ils ne touchent ni à l'honneur, ni à l'indépendance ou à la souveraineté des pays contractants et qu'une solution amiable n'ait pu être obtenue par des négociations diplomatiques directes, ou par toute autre voie de conciliation.

ART. 2.

Il appartient à chacune des Hautes Parties contractantes d'apprécier si le différend qui se sera produit met en cause son honneur, son indépendance ou sa souveraineté et, par conséquent, est de nature à être compris parmi ceux qui, d'après l'article précédent, sont exceptés de l'arbitrage obligatoire.

ART. 3.

Sous les réserves indiquées à l'article premier, l'arbitrage sera obligatoire entre les Hautes Parties contractantes :

1^o En cas de contestations concernant l'application ou l'interprétation de toutes conventions conclues ou à conclure entre Elles, à l'exception de celles auxquelles les tierces Puissances avaient participé ou adhéré.

2^o En cas de contestations concernant des réclamations pécuniaires du chef de dommages, lorsque le principe de l'indemnité est reconnu par les Parties.

SUÈDE ET NORVÈGE.

Ce traité consacre une extension des éventualités d'arbitrage obligatoire. Les réserves stipulées à l'article 1 du traité avec la Suisse ne sont pas applicables dans le traité avec la Suède aux conflits portant sur des réclamations pécuniaires du chef des dommages visés au second paragraphe de l'article 3.

En outre, la Suède a désiré supprimer la stipulation relative à la provision initiale de la procédure.

Pour le surplus le traité avec la Suède-Norvege est conforme aux stipulations de celui conclu avec la Confédération Helvétique

Une déclaration est annexée au traité suédois. Elle vise le maintien des dispositions de l'article 20 des traités de commerce conclus à Bruxelles le 11 juin 1895 entre la Belgique et la Suède et la Norvège.

Ces articles sont conçus comme suit :

Traité avec la Suède : art. 20 :

« Les Hautes Parties contractantes conviennent de recourir à l'arbitrage pour toutes les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'exécution du présent traité. »

Traité avec la Norvège, article 20 :

« Dans le cas où un différend, sur l'interprétation ou l'application du présent traité, s'élèverait entre les deux Parties contractantes et ne pourrait être réglé à l'amiable par voie de correspondance diplomatique, celles-ci conviennent de le soumettre au jugement d'un tribunal arbitral, dont elles s'engagent à respecter et à exécuter loyalement la décision.

« Le tribunal arbitral sera composé de trois membres. Chacune des deux parties contractantes en désignera un, choisi en dehors de ses nationaux et des habitants du pays. Ces deux arbitres nommeront le troisième. S'ils ne peuvent s'entendre sur ce choix, le troisième arbitre sera nommé par un gouvernement désigné par les deux arbitres, ou, à défaut d'entente par le sort. »

Pour le surplus, la déclaration additionnelle stipule que l'article 7 du traité d'arbitrage ne déroge pas aux articles 39, 43 à 49 de l'acte général de la Conférence de La Haye, du 29 juillet 1899.

DANEMARK.

Le traité avec le Danemark s'inspire des mêmes principes que le traité avec la Suède et la Norvège, quant au champ d'action de la clause d'arbitrage obligatoire.

D'autre part, il précise, conformément à notre jurisprudence, qu'il ne peut s'agir de réclamer un arbitrage internationale lorsque la question litigieuse est de la compétence des tribunaux de l'Etat contre lequel la réclamation est articulée. L'article 20 du traité de commerce du 18 juin 1895 avec le Danemark contient une clause d'arbitrage obligatoire conforme à celle mentionnée plus haut en ce qui concerne la Suède. L'absence d'une déclaration additionnelle analogue à celle intervenue avec la Suède n'infirmes en rien la valeur de cet engagement.

ESPAGNE.

Le Gouvernement espagnol n'a pas admis la rétroactivité de la clause compromissoire. Il exclut donc du champ d'action du traité les litiges dont l'origine serait antérieure à sa conclusion.

Cette réserve témoigne d'arrière-pensées qui n'ont point échappé à la section centrale. Tout en les regrettant, à raison de l'importance des rapports anciens qui ont existé entre les deux pays, et qui peuvent avoir laissé en suspens des droits litigieux, la section s'est ralliée à l'avis du Gouvernement et l'approuve d'avoir accepté, faute de mieux, la restriction importante préconisée par le Gouvernement espagnol.

GRÈCE.

Les propositions du gouvernement hellénique témoignent de préoccupations similaires. A la limitation réclamée par le gouvernement espagnol, elles ajoutent l'exclusion des difficultés suscitées par les conventions futures entre les deux pays.

Une clause spéciale devra être inscrite dans ces conventions pour les soumettre à l'arbitrage obligatoire.

La Grèce a demandé aussi la suppression de la provision initiale et le traité consacre cette réclamation.

* * *

Nous terminons ici l'analyse des diverses conventions soumises à la législature par le présent projet de loi. Si l'on ajoute à cet exposé la mention du traité conclu avec la Roumanie, et dont la l'approbation fait l'objet d'un projet de loi spécial, et celle de la clause compromissoire insérée dans le traité du 22 juin 1904 entre la Belgique et l'Empire d'Allemagne, on se convainc que la diplomatie belge a compris le rôle bienfaisant de l'arbitrage international.

C'était d'ailleurs une tradition pour le département des Affaires Étrangères qui antérieurement à la Conférence de La Haye n'a jamais négligé la cause de l'arbitrage comme le prouvent les traités des 11 décembre 1882 avec l'Italie, 11 juin 1895 avec la Suède et la Norvège, 18 juin 1895 avec le Danemark, 24 juin 1895 avec la Grèce, 1^{er} mars 1884 avec le Vénézuéla, 5 mars 1887 avec l'Equateur, 27 décembre 1894 avec l'Etat d'Orange, 3 février 1876 avec le Transvaal, 29 août 1868 avec le Siam, 4 octobre 1862 avec les Iles Hawaïennes, sans compter les traités généraux tels que l'acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890, la Convention postale du 4 juillet 1891, la Convention de Berne du 14 octobre 1890 sur les transports internationaux par chemin de fer. Nous n'avons pas le loisir de rechercher si cette énumération est complète; elle suffit pour prouver l'active et traditionnelle sollicitude du Département des Affaires Étrangères dans cet ordre d'idées.

L'article unique du projet de loi consacre dans la forme ordinaire l'approbation des traités d'arbitrage obligatoire, conclus :

1^o Entre la Belgique et la Russie le 30/17 octobre 1904, ainsi que la déclaration qui s'y trouve annexée;

2^o Entre la Belgique et la Confédération helvétique le 15 novembre 1904;

3^o Entre la Belgique et la Suède et Norvège, le 30 novembre 1904 ainsi que le protocole de signature qui y est joint;

- 4° Entre la Belgique et l'Espagne le 23 janvier 1903;
5° Entre la Belgique et le Danemark le 26 avril 1903;
6° Entre la Belgique et la Grèce le 19 avril/2 mai 1903.

La section centrale a voté le projet de loi à l'unanimité des membres présents. Elle a l'honneur d'en proposer l'adoption à la Chambre. Suivant la belle conclusion du rapport sur le projet de loi approuvant la convention du 29 juillet 1899, le concours de la Belgique «est acquis à toute œuvre qui, continuant celle de La Haye, donnera de nouvelles satisfactions aux aspirations pacifiques de l'humanité ».

Le Rapporteur,

B^{on} L. DE BÉTHUNE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 JUNI 1905.

Ontwerp van wet tot goedkeuring van de door België met Rusland, Zweden, Zwitserland, Spanje, Denemarken en Griekenland gesloten verdragen van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak, alsmede van de aan het Belgisch-Russisch verdrag toegevoegde verklaring en van het aan het Belgisch-Zweedsch verdrag toegevoegd protokol van onderteekening (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE BÉTHUNE.

MIJNE HEEREN,

Met recht en reden is bij alle volken welkom het opsporen van middelen tot het verwezenlijken van het meest verheven ideaal van het internationaal recht : vredelievende beslechting van internationale geschillen. De overeenkomst, gesproken uit de beraadslagingen te 's Gravenhage in 1899, was de diplomatische bekrachtiging van deze strekking der openbare meening. De gevolmachtigden van de zes en twintig aldaar vertegenwoordigde Staten hebben een voorwaar aanzienlijk werk tot stand gebracht, bestaande in het verzamelen van de door hunne lastgevers aangenomen bepalingen, om geschillen onder volkeren op minnelijke wijze bij te leggen.

In het eerste deel van dat diplomatisch stuk wordt gehandeld over bemiddeling en dienstbetoon. De conferentie bekrachtigde eenvoudig de gekende beginselen van internationaal recht in zake van bemiddeling en liet die soort van tusschenkomst volkomen vrij. In zake van internationale geschillen staat bemiddeling gelijk met voorafgaande poging tot verzoening of tot twistvereffening in private betwistingen.

In het tweede deel der overeenkomst van 's Gravenhage komt deze nieuwigheid voor dat aan het volkenrecht wordt toegevoegd het aanstellen van

(1) Wetsontwerp, n° 169.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Schollaert, bestond uit de heeren de Meester, Firmez, Delporte, de Theux de Meylandt, Braun en de Béthune.

internationale commissiën, bestemd om door onpartijdig en gewetensvol onderzoek de punten toe te lichten, waarop betwistingen tusschen volkeren berusten. Dit optreden, beperkt tot het vaststellen van feiten, komt overeen met het referaat in privaatsrecht. Vele onderteekenaars der overeenkomst van 's Gravenhage waren blijkbaar wantrouwend ten aanzien van de instelling van onderzoekscommissiën, doch die maatregel is niet van toepassing op betwistingen waarbij de eer of de levensbelangen der medeonderteekenende landen zijn betrokken; tot eindbeslechting van het geschil behouden de belanghebbenden volstrekte vrijheid. Ondanks, wellicht dank zij die beperkingen, is, na eene beslissende proefneming, gebleken dat dit stelsel praktisch doeltreffend is.

Scheidsrechterlijke uitspraak is het meest gewichtig hoofdstuk en als 't ware de bekroning van de overeenkomst tot vreedzame regeling van internationale geschillen.

De conferentie behandelde die zaak onder drie verschillende opzichten : werkkring van het scheidsgerecht, inrichting van het bestendig hof, regeling der scheidsrechterlijke rechtspleging.

Reeds bij den aanvang werd de aandacht der gevolmachtigden gevestigd op de vraag of toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak verplicht zou gemaakt worden, en de conferentie achtte zich genoodzaakt de toepassing van scheidsrechterlijke uitspraak in betrekkelijk enge perken in te sluiten. Eenparig werd eene eerste volstrekte voorbehouding gemaakt ten aanzien van geschillen over belangen en geschillen van politieke aard. Die uitsluiting berustte hierop, dat bij dergelijke betwistingen « de eischen van partijen niet rechtskundig kunnen uitgedrukt worden ». Uit de jongste voorbeelden blijkt maar al te akelig de beteekenis van die zinsnede.

Derhalve werd scheidsrechterlijke uitspraak beperkt tot rechtskundige zaken; doch zelfs op dat gebied is het beginsel van vrijheid om die uitspraak in te roepen het kenmerk van het werk der conferentie. « Krachtens de » overeenkomst, zegt de verslaggever, beslist elke Staat oppermachtig of een » bepaald geval aan het scheidsgerecht kan worden voorgelegd, onder voorbehoud van de verplichtingen die hij door andere verdragen kan hebben » aangegaan. »

Anders gezegd, de Conferentie van 's Gravenhage legt geene hoegenaamde verplichte scheidsrechterlijke uitspraak op. Zij bevestigt enkel dat het doelmatig en uiterst billijk is vrijwillig zijne toevlucht te nemen tot het scheidsgerecht, voor zaken van rechtskundigen aard, en in de eerste plaats voor zaken van uitlegging of toepassing der verdragen, en wijst op den verplichten aard der bedingen van scheidsrechterlijke uitspraak, vermeld in algemeene of bijzondere verdragen, en acht het nuttig nieuwe overeenkomsten te sluiten, waarbij verplichte toevlucht tot scheidsrechters wordt bekrachtigd.

Zoo eng beperkt, was het scheidsgerecht, door de Conferentie van 's Gravenhage ingesteld, voor velen eene teleurstelling; ook is het « vooral uit » hoofde van de gehoopte uitbreiding zijner bevoegdheid, zegde de heer

» Woeste in zijn verslag aan de Kamer op 28 April 1900, dat zijn instelling » voldoening moet schenken ».

Hier dient te worden bijgevoegd, dat zoo de werkking van het scheids-gerecht aldus is beperkt door de overeenkomst van 's Gravenhage, de instelling van het scheidsrechterlijk hof en de codificeering der scheids-rechterlijke rechtspleging anderzijds handelingen zijn van eene verheven rechts- en staatkundige strekking. Zij moet voor gevolg hebben voortaan het uitoefenen van scheidsgerecht aanzienlijk te vergemakkelijken en daaraan steeds meer vertrouwen te doen schenken, zelfs binnen den engen kring, waarin het door de eischen der staatkunde is beperkt.

Toch kan er niet worden gezegd dat de stichting van het Hof te 's Gravenhage tot hiertoe eenen beslissende invloed had om meer toevlucht te doen nemen tot die wijze van minnelijke regeling. Voordat die internationale rechtbank tot stand kwam gaven sommige, overigens onvolledige, statistieken 112 gevallen van internationale scheidsrechterlijke uitspraak op van 1815 tot 1895. Anderzijds werden sedert 1899 slechts drie betwistingen beslecht door het bestendig Hof. Doch, 't is niet al te gewaagd te meenen dat voortaan deze vreedzame oplossing eene aanzienlijke uitbreiding zal erlangen.

Des te gegronder is deze hoop, daar, onder den onbetwistbaren aandrang der openbare denkwijze, in talrijke verdragen de wensch werd verwezenlijkt, die door de Conferentie van 's Gravenhage was uitgedrukt ten aanzien der vrijwillige uitbreiding van verplichte scheidsrechterlijke bedingen.

In de memorie van toelichting wordt ter gepaster plaatse herinnerd welken indrak het Engelsch-Fransch verdrag van 14 October 1903 verwekte. Dat diplomatisch stuk geldt evenwel veelmeer als uiting van toegenegenheid tusschen de beide ondertekende groote mogendheden dan wel als eene ruimere ontwikkeling van de beginselen waarop de akte van 's Gravenhage is gesteund. Ongetwijfeld huldigt het de verplichte scheidsrechterlijke uitspraak voor geschillen van rechtskundigen aard of betreffende de uitlegging van verdragen, doch op voorwaarde dat daarin « niet zijn betrokken de *levensbelangen, noch de onafhankelijkheid of de eer* van de twee verdragsluitende Staten en dat zij niet raken aan de belangen van andere mogendheden ».

Dus gaan scherpere voorbehoudingen gepaard met de algemeenheid van den verplichten aard der scheidsrechterlijke uitspraak; wat wordt aangevonden in uitgestrektheid, gaat verloren in grondigheid, en over het geheel zweeft onbetwistbaar zekeren indruk van oppervlakkigheid en onbeslistheid, wellicht hieruit voortvloeiend dat de Engelsche-Fransche onderhandelaars artikel 17 der akte van 's Gravenhage al te veel van nabij wilden volgen.

In de memorie tot toelichting van het onderhavige wetsontwerp wordt bewezen dat de Belgische Regeering de voorkeur gaf aan duidelijke afteekening der gevallen tot verplichte scheidsrechterlijke uitspraak. « Alvorens stand te nemen op een terrein waar het tot nog toe bleef bij de eerste proefnemingen, zegde baron de Favereau, heeft de Regeering niet gedacht dat zij zich moest houden bij de formule zelf van « artikel 16 der akte van 's Gravenhage » en dienvolgens de verplichtiging van de toevlucht tot

scheidsrechterlijke uitspraak uitbreiden tot al de geschillen « op rechtsgebied », mits er enkel de betwistingen omtrent staatkundige belangen uit te sluiten. Zeker. zooals aangewezen stond in het verslag dat ter Conferentie werd overgelegd, de geschillen waarin de tegenstrijdige eischen der partijen niet op gerechtelijke wijze kunnen uitgedrukt worden, vallen door hunnen aard zelven buiten de bevoegdheid eener instelling, die geroepen is om recht te spreken. Maar hierbij dient gevoegd dat, in de internationale betrekkingen, vooral in die der natiën van tweeden rang, zelden geschillen van louter staatkundigen aard ontstaan.

» Zal het voldoende zijn dat heel terloops eene rechtsvraag wordt gesteld, opdat een geschil aan scheidsrechterlijke uitspraak hoeve onderworpen, hoe gewichtig de op het spel zijnde belangen ook zijn. of wel, in omgekeerden zin. moet het voldoende zijn dat een staatkundig belang wordt ontdekt in eene zaak die vooral van gerechtelijken aard is, om noodzakelijk de betwisting aan de scheidsrechterlijke uitspraak te onttrekken? Daarin ligt allermint stof tot betwisting : aan een in dergelijke termen gesteld onderscheid tusschen de geschillen die onder, en de geschillen die buiten het gezag van het scheidsgerecht vallen, zou, ons dunkens, de noodige nauwgezetheid ontbreken.

» Doordrongen van den welgemeenden wensch om tot ernstige en doeltreffende toepassing van het scheidsgerecht te komen, heeft de Regeering het voordeeliger geacht andere regelen te volgen. Zij neemt de verplichting der toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak maar aan, voor nauw bepaalde soorten van internationale geschillen.

» Daartoe wordt zij gedreven door de beraadslagingen der Conferentie die, ook hier, den te volgen weg heeft gebaad, door aan te wijzen hoe de door haar verkondigde beginselen moesten verwezenlijk worden.

» Dewijl de Conferentie, in algemeene termen, het onderwerp van het scheidsgerecht moest aangeven, moest zij vooreerst vaststellen dat het rechtsgebied het eigenlijke gebied van het scheidsgerecht uitmaakt. Doch, bij die vaststelling, vermeldt zij dadelijk en ook eerst en vooral de zaken betreffende de uitlegging of de toepassing van internationale overeenkomsten onder die welke, op rechtsgebied, het best geschikt zijn voor die wijze van beslechting der geschillen onder Staten.

» 't Is in denzelfden geest dat de Conferentie was toegetreden tot de voorstellen van verplichte toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak, ingediend door de Russische afgevaardigden, en dat zij zelve in Commissie een volledig ontwerp had voorbereid. Hooger wordt gezegd hoe het niet ten geschikten tijde bleek te komen en daarom alleen werd het door de algemeene vergadering niet aangenomen.

» Dat ontwerp, waarbij de geschillen worden voorbehouden die de nationale eer en de levensbelangen van de betrokken Staten treffen, legde verplichte toevlucht op tot scheidsrechterlijke uitspraak :

» 1^o In geval van betwistingen nopens de uitlegging of de toepassing van twaalf soorten van overeenkomsten, beperkender wijze bepaald;

» 2^o In geval van betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de partijen is erkend.

» De Regeering heeft gedacht niet beter te kunnen handelen dan door dat werk te hervatten, hetwelk zich om zoo te zeggen onder de bescherming en het hooge gezag der Vredes-Conferentie voordeed.

» Doch, zonder het minst het beginsel der nauwe bepaling van de geschillen te verzaken, heeft zij gedacht dat zij, zonder bezwaren, de grondslagen van het ontwerp van 's-Gravenhage mocht uitbreiden. Reeds ter Conferentie, was het aan de Belgische afgevaardigden opgelegd, de voorstellen toe te treden welke ten doel hadden de geschillen betreffende sommige soorten van hoogst belangrijke overeenkomsten, onder andere die welke de handelszaken regelen, aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen. De Regeering blijft dus aan hare staatkundige beginselen getrouw, wanneer zij het gebruik van het scheids-gerecht uitstrekt tot de geschillen die voortvloeien uit de uitlegging en de toepassing van alle onder de contracteerende partijen gesloten of te sluiten verdragen, mits terug te komen tot eene opgave der verschillende soorten van overeenkomsten, indien zij van de andere partij de aanneming niet kon bekomen van de zoo algemeen luidende formule. Ziedaar een volstrekt gerechtelijken grondslag, strookende met de inzichten der Conferentie van 's-Gravenhage. Al de door de Staten gesloten overeenkomsten samen vormen, inderdaad, goed afgeteekend, de positieve, geschreven wetgeving die grootendeels de internationale betrekkingen beheerscht. Ontstaat eene betwisting omtrent die teksten — waarbij bepaalde, na rijp beraad door den Staat genomen verbintenissen worden vastgesteld —, kon die betwisting niet vereffend worden door middel van rechtstreeksche onderhandelingen en langs minnelijken weg, zoo is het natuurlijk en gepast dat aan het geschil een einde wordt gesteld, door het aan eene rechtspraak te onderwerpen die gelast is het op te lossen volgens de beginselen van het volstreekte recht.

» De Regeering neemt eveneens de verplichting van de toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak aan — en hierin volgt ze alweer het voorbeeld der Vredes-Conferentie op — voor geldvorderingen uit hoofde van geleden schade, wanneer de verdragsluitende partijen het eens geworden zijn omtrent het beginsel der vergoeding.

» De klachten die geopperd worden onder den vorm van eene vraag om herstelling in geld, kunnen voortvloeien uit de meest uiteenlopende oorzaken. Het kan gebeuren dat de schade, welke de eene der partijen beweert geleden te hebben, het gevolg zij der uitoefening van een recht, soms zelfs van een recht waarvan de erkenning tot geen minnelijke schikking kan aanleiding geven. Als men nu zonder eenig voorbehoud aannam dat voor alle geschillen van zulken aard, welke ook hun oorsprong zij, de toevlucht tot scheidsrechterlijke uitspraak verplichtend zou zijn, dan gaf men aan dat beroep eene macht zonder bepaalde grens, wat niet strookte met den hooger gestelden regel, waarbij men meende zich te moeten houden. Het was dus noodig aan de Regeering volle vrijheid te laten wat betreft de overeenkomst waartoe vriendschappelijke en rechtstreeksche onderhandelingen moeten leiden omtrent de vraag van beginsel, dat wil zeggen omtrent de vraag of

er ja dan neen schending van een belang, misbruik of miskennis van een recht bestaat, waarbij aanleiding tot geldelijke vergoeding wordt gegeven. Maar zoodra men het daarover eens is, belet niets dat aan scheidsrechters de taak worde opgelegd, te bepalen welk het bedrag dier vergoeding zal zijn.

» Aldus bepaald blijft het veld van het scheidsgerecht nog zeer uitgestrekt, zooals bewezen wordt door de talrijke hetwistingen van dien aard die in den loop van deze laatste eeuw bij scheidsrechterlijke uitspraak werden opgelost.

» Men mag hieraan toevoegen, en het spreekt vanzelf, dat zoo in een geschil van zulken aard, de Regeering mocht oordeelen dat het voordeelig zou zijn, zonder eenig hoofdzakelijk belang in gevaar te brengen, de vraag of er reden tot vergelding bestaat, aan scheidsrechters te onderwerpen, de thans aan de Kamers voorgelegde verdragen haar niet zouden beletten aldus te handelen, in gemeen overleg met de tegenpartij en onder voorbehoud der goedkeuring van het Parlement, indien deze in het geval noodig mocht zijn. De beslissing zou van de omstandigheden afhangen. Maar deze kunnen niet worden voorzien en het is noodig, zooals zooeven werd gezegd, dat de Regeering daaromtrent hare volle vrijheid van handeling behoude. »

In bovenstaande regelen is duidelijk aangetoond wat het richtsnoer was bij de onderhandelingen der Belgische Regeering om scheidsrechterlijke verdragen te sluiten.

Anderzijds kan men zich niet op volstreekte wijze verbinden om zijnen toevlucht te nemen tot scheidsrechterlijke uitspraak. De overeenkomsten waarvoor men onze goedkeuring vraagt voorzien de twee onderstaande uitzonderingen :

1° Geschillen waarbij de levensbelangen des lands zouden betrokken zijn ;

2° Geschillen over de uitlegging van overeenkomsten waaraan derde mogendheden deelnamen of tot welke zij toetraden.

Deze voorbehoudingen komen voor in alle scheidsrechterlijke overeenkomsten, op zeer zeldzame uitzonderingen na.

Voor de rechtspleging en de aanstelling van scheidsrechters, had de Belgische regeering last gegeven om toe te treden tot de bepalingen der akte van 's Gravenhage, mits voorbehoud van bijzondere scheidsrechterlijke bedingen, in elk bijzonder geval af te spreken. Daar evenwel uit ervaring het nut was gebleken om aan het bij overeenkomst opgesteld wetboek van 1899 bijzondere bepalingen toe te voegen aangaande den termijn bepaald, voor het ruilen der Memoriën, den bij voorraad te storten som voor kosten van rechtspleging, en betreffende de termijn voor het uitvoeren van het vonnis, stelde het departement van buitenlandsche zaken onzen verdragsluitenden die practische nieuwigheden voor.

Wij dringen aan op het gewicht van de bepaling ten aanzien van den uitvoeringstermijn. Zij raakt de bekrachtiging van scheidsrechterlijke beslissingen. Dat is voorwaar eene der zwakke zijden van scheidsrechterlijke verdragen. Hier, nog meer dan in zake van private belangen, spelen de

geestesrichting en de zedelijkheid van den verslagsluitende eene voorname rol. Hoe zwak ook de meerdere waarborg moge zijn, die voortvloeit uit het stellen van eenen termijn ter uitvoering van het gevelde vonnis, de Regeering verdient dank omdat zij daaraan heeft gedacht en het weergaf in eenen vorm die kon aangenomen worden door al de Staten waarmede zij onderhandelde.

Eindelijk heeft België, bij zijne overeenkomsten getracht den beperkten termijn van vijf jaar zonder stilziggende voortdoring, zooals in het Engelsch-Fransch verdrag, te doen vervangen door tien jaar, met voortdoring tot er één jaar vooraf opzegging wordt gedaan.

De onderhandelingen liepen uit op het sluiten van de zes aan het wetsontwerp toegevoegde verdragen met Rusland, Zwitserland, het Koninkrijk Zweden-Noorwegen, Spanje, Griekenland en Denemarken.

Sedert het ontwerp van wet werd overgelegd, is een zevende verdrag, met Rumenië gesloten, ter goedkeuring aan het Parlement onderworpen. Daarover is afzonderlijk verslag uitgebracht.

RUSLAND.

Het verdrag met Rusland, door de keizerlijke Regeering gesloten met de onze, komt in de eerste plaats.

Slechts over een enkel punt wijkt het af van de Belgische voorstellen. Daar het Petersburger Kabinet den wil had geuit om de gevallen van scheidsrechterlijke uitspraak te beperken, wordt in artikel 3 van het verdrag opgegeven voor welke gevallen er is overeengekomen.

Het zijn :

1° Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van elk tusschen de Hooge contracteerende Partijen gesloten of te sluiten verdrag, betreffende :

- a) Zaken van internationaal privaatrecht;
- b) De behandeling der maatschappijen en vennootschappen;
- c) Zaken van burgerlijke rechtsvordering of van strafvordering en de uitlevering.

2° Betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de Partijen werd erkend.

Aan dit verdrag is toegevoegd eene verklaring, waarin wordt gezegd dat de overeenkomst in geen deelen de rechten en verplichtingen wijzigt, die voortvloeien uit het verdrag van 19 April 1839, waarbij België's onafhankelijkheid en onzijdigheid wordt gewaarborgd.

Men zou kunnen denken dat die verklaring niet onontbeerlijk was; trouwens, zoo er een staatkundig punt is dat de eer en de onafhankelijkheid des lands aanbelangt en uit zijnen aard zelf is onttrokken aan de onzekerheid van uitlegging door vreemde mogendheden, dan is het wel de internationale stand, door de verdragen aan België toegekend. Toch was het punt bij het onderteekenen van de overeenkomst te 's Gravenhage

op 29 Juli 1899 in beginsel opgeworpen door graaf de Grelle-Rogier, en wel in onderstaande bewoordingen :

« Bij het sluiten van de verrichtingen der Conferentie, vraag ik om dui-
» delijk te mogen bepalen onder welke voorwaarden de Belgische Regeering
» volkomen wil toetreden tot de verschillende bepalingen van het ontwerp
» tot overeenkomst voor vreedzame oplossing van internationale geschillen.

» Met genoegen sluit België zich aan bij alle maatregelen, geschikt ter
» uitbreiding van het begrip van vrede, van de toenadering der volkeren
» tot het zoo edel en zoo verheven doel, waartoe de weg ons door een door-
» luchtig initiatief werd aangewezen. Evenals al de hier vertegenwoordigde
» mogendheden, staat België op het punt bepaalde verplichtingen aan te
» gaan door de artikelen 2 en 3 van het ontwerp tot overeenkomst, betref-
» fende bemiddeling en scheidsrecht.

» 't Komt mij noodzakelijk voor ter dezer gelegenheid zekere voorbe-
» houdingen te maken van algemeenen aard, en die zijn gegrond op den
» bijzonderen stand mijns lands in het Europeesch openbaar recht, uit
» hoofde van zijnen staat van bestendige onzijdigheid.

» 't Zal mij volstaan te herinneren dat het verdrag van 19 April 1899
» tusschen België en de voor zijne onzijdigheid waarborgende Mogendhe-
» den rechten en plichten in 't leven riep.

» De rechten en plichten die daaruit voortvloeien moeten ongeschonden
» blijven, en nooit kunnen de verplichtingen welke België bereid is
» heden te onderteekenen ter beslechting van internationale geschillen
» daarop inbreuk maken.

» Ik verzoek de Conferentie akte te nemen van deze verklaring, waarvan
» de strekking, ik twijfel er niet aan, gemakkelijk begrepen en aangenomen
» zal worden. »

: Zijnerzijds deed de vertegenwoordiger van het Groothertogdom Luxem-
burg, de heer Eyschen, opmerken dat er « herhaaldelijk was gezegd dat de
overeenkomsten te 's Gravenhage te sluiten niets kunnen veranderen aan
vroegere verdragen tot instelling van Staten. Het Londensche verdrag van
11 Mei 1867 legt aan Luxemburg bestendige onzijdigheid op, die door de
gezamenlijke mogendheden is gewaarborgd. De nieuwe bepalingen vermeer-
deren en kunnen niet verminderen de voordeelen die uit vroegere verdra-
gen voortvloeien. »

« Voor zooveel het noodig is, voegde de heer Eyschen er bij, maakt
Luxemburg dezelfde voorbehoudingen als België. »

In de Memorie van toelichting over het ontwerp van wet tot goedkeuring
van de Slotakte der Vredes-Conferentie, wordt anderzijds gezegd :

« Oostenrijk, Frankrijk, Groot-Brittannië, Pruisen en Rusland, door het
op 19 April 1839 tusschen die landen en België gesloten verdrag, hebben
het dien zelfden dag tusschen België en Nederland onderteekend verdrag
onder hunne hoede genomen en zij zijn alzoo verdragsluitende partijen
geworden voor laatstgenoemde overeenkomst, waarbij de grenzen van
's lands grondgebied worden bepaald en, in artikel 7, wordt vastgesteld dat

België een onafhankelijken en voortdurend onzijdigen Staat zal uitmaken. Uit hoofde van dat Verdrag zullen die vijf Mogendheden bekend gemaakt worden met al de geschillen die nopens eene der bepalingen ervan mochten ontstaan. Geschillen van dien aard zouden dus zonder de tusschenkomst dierzelfde Mogendheden aan geen scheidsrechterlijke uitspraak mogen onderworpen worden en het is in dien zin dat, in 1875, de Minister van Buitenlandsche Zaken ter Kamer verklaarde dat België natuurlijke scheidsrechters heeft, en wel de Mogendheden die voor zijne onafhankelijkheid instaan.

« Ter Conferentie van 's Gravenhage hebben de Belgische gevolmachtigden, ingevolge de onderrichtingen welke zij hadden ontvangen, de bijzondere betrekkingen voorbehouden die uit dien toestand tusschen België en zijne beschermers voortvloeien.

» Doch, het spreekt vanzelf dat bij de gewone uitoefening der aan België toegekende soevereiniteit, ons land het recht behoudt om, langs zulken weg als het noodig acht te volgen, de geschillen op te lossen die niet in verband staan met de bepalingen van het verdrag van 1839. Het beschikt over eene onbeperkte, door de motie van 1875 uitgeroepen en nooit betwiste vrijheid, om al die geschillen aan scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen en, bij de oefening van dat recht, heeft het enkel te letten op 's lands belangen. »

In de memorie tot toelichting van het eerste ontwerp van wet voegt baron de Favereau hierbij :

« Die voorbehoudingen, in beginsel gesteld wanneer het een verdrag gold dat de algemeene voorwaarden van het scheidsgerecht bepaalde en enkel hare toepassing in latere overeenkomsten voorzag, moesten herhaald worden telkens als België zich in zake scheidsgerecht tegenover eene der contracteerende partijen van het verdrag van 19 April 1839 verbond.

» De Regeering heeft gedacht dat door de onderteekening van eene verklaring, toegevoegd aan het met Rusland gesloten verdrag van scheidsgerecht en waarin die voorbehoudingen aangeteekend zouden staan, het bij het stellen dier voorbehoudingen beoogde doel zou bereikt worden; de Keizerlijke Regeering heeft, zonder eenige opmerking, onze vraag ingewilligd. »

Het opnemen van deze voorbehoudingen in het protocol der Conferentie te 's Gravenhage en hare herhaling in de handelsverdragen, te sluiten met de waarborgende mogendheden die het verdrag van 1839 onderteekenden, zouden nuttig zijn, zelfs dan wanneer zij enkel zouden dienen om te bewijzen dat België trouw blijft aan de internationale oorkonde van zijn onafhankelijk bestaan.

ZWITSERLAND.

De Zwitsersche Bond toonde zijne gehechtheid aan de scheidsrechterlijke uitspraak door de bereidwilligheid waarmede de Bondsregeering onze voorstellen bejegende. De uitbreiding van het scheidsgerecht is in dat modelverdrag uitgedrukt in de drie onderstaande artikelen :

ARTIKEL ÉEN.

De Hooge Contracteerende Partijen verbinden zich om aan het bestendig

Scheidsgerechthof, door het Verdrag van 29 Juli 1899 te 's-Gravenhage ingesteld, de geschillen te onderwerpen welke tusschen Haar mochten ontstaan in de bij artikel 3 aangegeven gevallen, voor zooveel zij noch de eer, noch de onafhankelijkheid, noch de souvereiniteit der verdragsluitende landen raken en het niet mogelijk was met rechtstreeksche diplomatieke onderhandelingen of elk ander verzoeningsmiddel tot eene minnelijke oplossing te komen.

ART. 2.

Het behoort aan elke der Hooge Contracteerende Partijen te oordeelen of bij het ontstane geschil hare eer, hare onafhankelijkheid of hare souvereiniteit betrokken zijn en of derhalve het geschil van aard is om begrepen te worden onder die welke, luidens voorgaand artikel, aan scheidsrechterlijke uitspraak niet moeten onderworpen worden.

ART. 3.

Mits de bij artikel één aangegeven voorbehoudingen, hoeven, tusschen de Hooge Contracteerende Partijen, aan scheidsrechterlijke uitspraak onderworpen :

1^o Betwistingen nopens de toepassing of de uitlegging van alle tusschen Haar gesloten of te sluiten verdragen, uitgenomen van verdragen waaraan derde Mogendheden mochten deelgenomen hebben of waartoe derde Mogendheden mochten toetreden zijn.

2^o Betwistingen omtrent geldvorderingen voor geleden schade, wanneer het beginsel der vergoeding door de Partijen werd erkend.

ZWEDEN EN NOORWEGEN.

Dit verdrag breidt de mogelijke gevallen van verplichte scheidsrechterlijke beslissing uit. De voorbehoudingen, gemaakt in artikel 1 van het verdrag met Zwitserland, zijn, volgens het verdrag met Zweden, niet van toepassing op geschillen over eischen tot geldelijke vergoeding van schade, bedoeld in het tweede lid van artikel 3.

Daarenboven verlangt Zweden weg te laten de bepaling nopens het storten van provisie bij het aanvangen der rechtsvordering.

Voor 't overige komt het verdrag met Zweden overeen met de bepalingen van dit met den Zwitserschen Bond.

Aan het Zweedsch verdrag is eene verklaring toegevoegd betreffende de handhaving der bepalingen van artikel 20, in de handelsverdragen, te Brussel, den 11ⁿ Juni gesloten tuschen België en Zweden-Noorwegen.

Die artikelen luiden aldus :

Verdrag met Zweden : artikel 20 :

« De Hooge Contracteerende Partijen komen overeen dat zij scheidsrecht zullen invoeren voor alle betwistingen waartoe de uitvoering van dit Verdrag aanleiding kan geven ».

Verdrag met Noorwegen : artikel 20 :

» In geval een verschil over uitlegging of toepassing van dit Verdrag mocht ontstaan tusschen de twee Verdragsluitende Partijen, en het niet in der minne kon worden geregeld door diplomatische briefwisseling, komen

zij overeen het vonnis te onderwerpen aan een scheidsgerecht, welks beslissing zij zich verbinden eerlijk te eerbiedigen en uit te voeren.

» Het scheidsgerecht bestaat uit drie leden. Elke der twee Verdragsluitende Partijen duidt er een aan, verkozen buiten zijne landgenooten en ingezetenen. Die twee scheidsrechters benoemen er een derden. Geraken zij het niet eens over deze keuze, dan wordt de derde scheidsrechter benoemd door eene door de twee scheidsrechters aan te duiden Regeering, of, zoo zij elkander niet verstaan, door het lot. »

Voor 't overige bepaalt de toegevoegde verklaring, dat artikel 7 van het scheidsrechterlijkverdrag niet afwijkt van de artikelen 39, 43 en 49 der algemeene akte der Conferentie te 's Gravenhage, 29 Juli 1899.

DENEMARKEN.

Het verdrag met Denemarken gaat uit van dezelfde beginselen als dit met Zweden-Noorwegen, wat betreft de uitgestrektheid van het beding in zake van verplichte scheidsrechterlijke uitspraak.

Anderzijds bepaalt het, ingevolge ons rechtsbegrip, dat geen internationaal scheidsgerecht kan worden ingeroepen wanneer het betwiste punt behoort tot de bevoegdheid der rechtbanken van den Staat tegen wien de eisch wordt ingesteld. Artikel 20 van het handelsverdrag met Denemarken, 18 Juni 1895, bevat een beding van verplichte scheidsrechterlijke uitspraak zooals het hooger vermeldde voor Zweden. Die verbintenis wordt geenszins verminderd omdat er geene zelfde bijverklaring als die van Zweden bestaat.

SPANJE.

De Spaansche Regeering nam niet aan dat er terugwerkende kracht werd gegeven aan het beding van scheidsrechterlijke uitspraak. Dus zijn betwistingen, vóór het sluiten van het verdrag ontstaan, buiten dezes werkkring gelaten.

Dit voorbehoud getuigt van nevenbedoelingen, die aan de Middenafdeeling niet ontsnapten. Zij betreurt ze, uit hoofde van de gewichtige betrekkingen die vroeger tusschen beide landen bestonden en betwiste rechten onopgelost kunnen gelaten hebben; doch de Commissie vereenigde zich met het gevoelen der Regeering en keurt deze goed omdat zij, bij gemis van beter, de aanzienlijke beperking aannam, welke de Spaansche Regeering eischte.

GRIEKENLAND.

De voorstellen der Gricksche Regeering geven blijk van dezelfde bezorgdheid. Aan de beperking geleverd door de Spaansche Regeering, voegen zij de uitsluiting bij van moeilijkheden die zouden verwekt worden door toekomstige overeenkomsten tusschen beide landen.

In deze overeenkomsten moet een bijzonder beding worden opgenomen om ze aan verplichte scheidsrechterlijke uitspraak te onderwerpen.

Griekenland vroeg insgelijks om afschaffing van provisie bij den aanvang en die eisch wordt door het verdrag bekrachtigd.

*
* *

Hier sluiten wij het overzicht van de verschillende overeenkomsten, door dit ontwerp aan de wetgeving onderworpen. Voegt men bij die opsomming de vermelding van het met Rumenië gesloten verdrag, waarover een afzonderlijk verslag is uitgebracht, en die van het beding van scheidsrechterlijke uitspraak, opgenomen in het verdrag van 22 Juni 1904 tusschen België en het Duitsche Rijk, dan geraakt men tot de overtuiging dat de Belgische zaakgelastigden de heilzame rol van internationaal scheidsgerecht begrepen.

Dat was overigens een oud gebruik bij het departement van Buitenlandsche zaken, dat vóór de Conferentie te 's Gravenhage steeds het scheidsgerecht voorstond, zooals blijkt uit de overeenkomsten, den 11ⁿ December 1882 gesloten met Italie, den 11ⁿ Juni 1895 met Zweden en Noorwegen, den 18ⁿ Juni 1895 met Denemarken, den 24ⁿ Juni 1895 met Griekenland, den 1ⁿ Maart 1884 met Venezuela, den 5ⁿ Maart 1887 met Æquator, den 27ⁿ Augustus 1894 met den Oranje Vrijstaat, den 3ⁿ Februari 1876 met Transvaal, den 29ⁿ Augustus 1868 met Siam, den 4ⁿ Oktober 1862 met de Hawaiï-eilanden, onverminderd de algemeene verdragen, als daar zijn de algemeene akte der Brusselsche Conferentie van 2ⁿ Juli 1890, de postovereenkomst van 4ⁿ Juli 1891, de Berner overeenkomst van 14ⁿ Oktober 1890 op internationaal spoorwegvervoer. De tijd faalt ons om te onderzoeken of deze opsomming volledig is; zij volstaat echter om te bewijzen dat het departement van Buitenlandsche Zaken zich op dat gebied steeds ijverig bezorgd betoonde.

Het eenig artikel van het wetsontwerp bekrachtigt in den gewonen vorm de goedkeuring der voordragen tot verplichte scheidsrechterlijke uitspraak gesloten :

1^o Tusschen België en Rusland op 50/17 October 1904, almede de eraan toegevoegde verklaring ;

2^o Tusschen België en den Zwitserschen Bond op 15 November 1904 ;

3^o Tusschen België en Zweden en Noorwegen op 30 November 1904, alsmede het eraan toegevoegd protokol van onderteekening ;

4^o Tusschen België en Spanje op 23 Januari 1905 ;

5^o Tusschen België en Denemarken op 26 April 1905 ;

6^o Tusschen België en Griekenland op 19 April/2 Mei 1905.

De bijzondere Commissie keurde het wetsontwerp goed bij eenparigheid der aanwezige leden. Zij heeft de eer de Kamer voor te stellen het aan te nemen. Volgens het heerlijk slot van het verdrag over het wetsontwerp van wet tot goedkeuring der overeenkomst van 29 Juli 1899, is België's medewerking « verworven voor elk werk dat, ditgene van 's Gravenhage voortzettend, de vreedzame verlangens van het menschedom nog meer bevredigen zal ».

De Verslaggever,

B^{on} DE BÉTHUNE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.